



POLITIQUE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

(M.A.J au 5 novembre 2019)

Conformément aux dispositions des articles L.533-22-2-2 du code monétaire et financier et 319-3, al2 du RG AMF, la société de gestion établit et met en œuvre une politique de meilleure sélection des intermédiaires auxquels les ordres issus de ses décisions d'investissement sont transmis afin de se conformer à l'obligation d'obtenir le meilleur résultat possible pour les clients ou les fonds gérés.

Entrepreneur Invest est une société de gestion indépendante, détenue principalement par ses dirigeants, et qui n'appartient à aucun groupe. Le choix des investissements et des intermédiaires s'effectue par conséquent de manière indépendante dans l'intérêt des porteurs.

Cette politique s'applique à l'ensemble des FIA et instruments financiers gérés directement par Entrepreneur Invest et ce, sans distinction relative à la catégorisation des porteurs de parts professionnels ou non professionnels.

I. SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Avant toute entrée en relation avec un intermédiaire, Entrepreneur Invest s'assure que ce dernier dispose de l'autorisation et de la capacité à fournir les prestations nécessaires aux besoins de la société de gestion dans le cadre de l'exécution des ordres. Ainsi l'intermédiaire est tenu d'une obligation de meilleure exécution soit parce qu'il y est lui-même soumis, soit parce que contractuellement il se conforme à l'obligation de meilleure exécution.

La société de gestion a été classifiée par ses intermédiaires dans la catégorie des clients professionnels, ce qui lui permet de bénéficier du principe de meilleure exécution des ordres. La société de gestion a, par ailleurs, autorisé ses intermédiaires à exécuter ses ordres sur tous les lieux d'exécution dont ils disposent, à savoir, le marché réglementé et les Systèmes Multilatéraux de Négociation.

Seuls les intermédiaires figurant sur la liste des intermédiaires autorisés peuvent être utilisés pour exécuter les ordres pour le compte des fonds gérés par la société de gestion. Cette liste implique donc le pluralisme et exclut tout monopole des activités d'intermédiation.

Cette liste ne peut être modifiée sans l'accord des associés responsables de la gestion des fonds. Elle est actualisée périodiquement.

II. CRITERES DE SELECTION ET D'EVALUATION DES INTERMEDIAIRES

Le choix et l'évaluation des intermédiaires sont réalisés sur la base de critères validés par les associés responsables de la gestion. Il n'existe pas d'obligation de volume dans les accords conclus entre la société de gestion et ses intermédiaires. Les critères retenus tiennent compte de la qualité des services rendus et plus précisément :

- Choix d'un intermédiaire adapté à la taille des FIA sous gestion et aux spécificités de la société de gestion ;
- La spécialisation des intermédiaires sur des petites valeurs et la capacité à proposer des titres adaptés à l'orientation de gestion des fonds ;



- Le prix global, c'est-à-dire le cours des titres et le coût (frais et commissions) ;
- La qualité de l'exécution des ordres ;
- La réactivité ;
- La disponibilité ;
- L'indépendance.

Cette évaluation est formalisée par critère sous forme d'une grille d'évaluation visée par au moins un gérant responsable de la gestion.

III. CONTRÔLE

Chaque année la société de gestion contrôle l'efficacité de la politique en vérifiant la qualité d'exécution des ordres pour chaque intermédiaire sélectionné. Selon le résultat de ce contrôle, ou lorsqu'un intermédiaire ne répond plus aux critères qualitatifs retenus par la société de gestion, la direction de la société de gestion est seule compétente pour décider de restreindre le nombre d'opérations voire de mettre un terme à la relation avec l'intermédiaire concerné.